

DELIBERATION N° 2018-30

SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

DU 13 MARS 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 711-1 et suivants,
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique d'Etat,
Vu le décret n°83-1175 du 23 décembre 1983 relatif aux indemnités pour enseignements complémentaires institués dans les établissements publics à caractère scientifique et culturel et les autres établissements d'enseignement supérieur relevant du ministre de l'éducation nationale,
Vu le décret n°2010-235 du 5 mars 2010 relatif à la rémunération des agents publics participant, à titre accessoire, à des activités de formation et de recrutement,
Vu le décret n°2017-105 du 27 janvier 2017 relatif à l'exercice d'activités privées par des agents publics et certains agents contractuels de droit privé ayant cessé leurs fonctions, aux cumuls d'activités et à la commission de déontologie de la fonction publique,
Vu l'arrêté du 9 août 2012 fixant la rémunération des intervenants participant à titre accessoire à des activités de formation et de fonctionnement de jurys relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n°11-2018 portant délégation de signature à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'administration, en date du 30 janvier 2018,
Vu l'arrêté n°55-2017 portant délégation de signature à M. Christophe WANNER, Directeur Général des Services, en date du 29 juin 2017,
Vu l'avis favorable du CT en date du 6 mars 2018,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Jérôme PECH, Directeur des Ressources Humaines,

Considérant que l'Université Nice Sophia Antipolis bénéficie depuis le 1er janvier 2010 des responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines,

Adopte les modalités de rémunération des formations internes comme suit :

Article 1^{er} : Les activités concernées

- Rémunération, à titre accessoire, des activités de formation visées par le décret n°2010-235 du 5 mars 2010 et par son arrêté du 9 août 2012 susvisés, qui ont un caractère ponctuel, non-répété et non-régulier dans la limite d'un volume horaire fixé à 48 heures par année universitaire. Une dérogation peut être accordée selon la nature des formations et/ou du public ciblé ;
- Après validation du volume et de la répartition par le service formation de l'établissement, les heures spécifiquement dédiées à la formation des personnels et assurées par les enseignants et les enseignants-chercheurs, ne peuvent être comptabilisées dans leur service statutaire. Le service statutaire reste prioritairement réalisé pour des interventions dans des diplômes nationaux (L, M et D).

Article 2 : Les personnels concernés

- La présente délibération s'applique aux personnels de l'UNS, BIATSS, enseignants et enseignants-chercheurs, et aux intervenants extérieurs ;
- Concernant les agents publics, l'activité accessoire ne peut être réalisée que dans le cadre d'une autorisation de cumul d'activités préalablement établie dans les conditions prévues par les dispositions du décret n°2017-105 susvisé.

Article 3 : les modalités de rémunération

- Pour les BIATSS, l'activité accessoire ne peut être exercée qu'en dehors des heures de service pour être rémunérée. Elle nécessite soit la prise de congés, soit l'exécution d'heures de travail compensant le nombre d'heures passées à cette activité de formation ;
- La rémunération des activités accessoires est exclusive de toute autre rémunération versée au titre de la même activité ;
- Les montants versés aux enseignants et aux enseignants-chercheurs pour des activités hors conférences occasionnelles inédites, assurées au sein de leur établissement, sont fixés dans la limite des taux des heures complémentaires prévues par le décret n°83-1175 ;
- S'agissant des conférences exceptionnelles, le CAC restreint détermine la classification prévue dans le tableau ci-dessous selon la qualification et l'expertise des intervenants, en application de la délibération du CA en date du 3 juin 2014, qui demeure applicable ;
- Les montants sont versés tels que définis par type de formation au titre des activités de formations et de recrutements prévues par la réglementation en vigueur, dans le tableau ci-après :

Activité accessoire	Définition	Montant réglementaire	Montant UNS
Formation pratique	Travaux pratiques n'impliquant pas d'enseignement théorique	15 € à 30 €	Taux heure TP en vigueur*
Formation théorique comportant des exercices d'application	Formation comportant un enseignement théorique et des travaux pratiques ou exercices	30 € à 50 €	Taux heure TD en vigueur*
Formation théorique	Enseignement théorique pur	50 € à 80 €	Taux heure CM en vigueur*
Conférences exceptionnelles **	Conférences animées par des personnes extérieures au MENESR reconnues pour leur expertise ayant un rayonnement national voire international	150 € à 250 €	150 € pour les intervenants juniors 200 € pour les intervenants seniors de classe normale 250 € pour les intervenants de classe exceptionnelle

*Définis par arrêté ministériel, à ce jour, à 27,58 € pour les TP, 41,41 € pour les TD et à 62,09 € pour les CM. Ces taux sont susceptibles de faire l'objet d'une évolution réglementaire

**Les montants sont déterminés en application de la délibération du CA du 3 juin 2014 qui demeure en vigueur

Cette délibération est adoptée à la majorité des voix ; 18 voix pour, 1 voix contre et 4 abstentions.

Membres en exercice : 35

Quorum : 18

Présents et représentés : **23**

Fait à Nice, le **21 MARS 2018**

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-30

TRANSMISE AU RECTEUR : **27 MARS 2018**

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration


Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.

